

Sécurité – convivialité. Un choix de société?

La sécurité est à l'ordre du jour de l'agenda mondial. Manifestement.

Ceux qui recherchent la sécurité auprès de leur(s) dieu(x), se terrorisent, les uns, les autres. Les peuples du monde se désolidarisent. Forcément.

Les règles érigées pour l'organisation du commerce mondial invitent tout un chacun à la bataille, en toute sécurité. Les effets sont néfastes pour une évolution harmonieuse entre acteurs économiques potentiels.

Une partie des femmes, des hommes, jeunes et enfants, tous acteurs de la vie civique, sont exclus d'une participation décente à la vie communautaire. Les lois répressives à leur égard se succèdent pour qu'une partie de la population puisse vivre en toute sécurité.

La terre est divisée en enclaves accueillant dans certains endroits ceux et celles qui aspirent à une vie en sécurité et regroupant dans d'autres endroits ceux et celles qui risquent de la compromettre.

L'hystérie de la sécurité appartient à une minorité au plan mondial, elle gagne en importance au sein des populations de la partie occidentale du monde.

Les maladies contagieuses et autres épidémies venues d'ailleurs nous menacent dans nos pays. La prophylaxie nous oblige à être sévères envers tout ce qui nous paraît étranger.

Ces circonstances font que la prophylaxie et l'hystérie, des cousines naturelles, agissent de plus en plus fort sur nos besoins en sécurité, jusqu'à nous rendre incapables de jugements sensés sur notre vie quotidienne communautaire.

Nos conceptions apparentes en besoins de sécurité s'infiltrant comme une maladie vorace dans nos communautés au point que nous voudrions nous purifier en nous inventant des chasses gardées qui nous séparent des autres.

La course aux différences, à la logique de la scission sécurisante, devient tellement omniprésente et obsessionnelle dans notre vie quotidienne que des questions, comme celles de consommer ou non des cuisses de grenouilles ou d'être fumeur ou non-fumeur, sont radicalisées de manière à porter des réponses sédatives à nos craintes existentielles.

Des exemples caricaturaux, parmi tant d'autres, démontrent comment nous traitons dans notre microcosme journalier nos phobies intimes, comme la maladie, les coûts publics de la réparation, le commerce déchaîné, l'étranger, le territoire et les enclaves ou encore le terrorisme.

Est-ce que tout cela nous appartient vraiment, ou est-ce plutôt un état d'âme collectif nébuleux et fiévreux passager, insufflé par une puissance anonyme et géré par une main invisible ?

Evidemment, cette hypothèse n'est finalement pas sécurisante non plus, en considérant que la notion de la conscience collective (dans le sens « notre condition dans la société fonctionnant comme un tout »), nous obligeant plutôt de façon naturelle à une réflexion sur la solidarité inconditionnelle, nous fait apparemment autant peur que la notion de la différence sécurisante.

La peur est l'ennemi de la solidarité.

Mais, faut-il avoir peur ? Et de quoi ?

Nous sommes tous conscients que les règles qui gèrent notre vie commune, et ceci dans tous les domaines, sont conçues par nous même. C'est le système des lois et des conventions avec lequel nous organisons et gérons le fonctionnement de nos sociétés.

Alors, qu'est-il advenu à notre maison mondiale à tous, en sachant que nous ne disposons que de cette maison. Est-elle régie par les lois et les conventions adéquates pour nous sentir à l'aise, en sécurité ?

Apparemment, non. Nous avons peur. Nous avons peur parce que le règlement en place continue aveuglément à transformer la différence et la peur afférente, en un enjeu majeur pour la construction de la réglementation future de la cohabitation de tous.

Le règlement, en son essence et par définition, serait-il alors une machine infernale, incontrôlable ?

Non, car nous disposons, en effet, de mécanismes d'orientation et de contrôle qui nous permettent d'influer sur nos conditions de vie et l'organisation de la vie en collectivité. C'est tout le sens de nos valeurs démocratiques.

En jetant ces mécanismes aux oubliettes, la peur devient mauvaise conseillère et la sécurité se révèle traîtresse.

A quoi aspirons-nous, en fin de compte ? A la sécurité ? A la sécurité absolue, inconditionnelle ? Qu'en est-il de la notion de risque, dès lors ?

Est-ce que ces deux notions, la sécurité et le risque, sont compatibles ? Est-ce que l'une n'exclue pas l'autre ? Comment on répartit les accès à ces deux principes d'action au sein de notre communauté mondiale ?

A quels niveaux les traite-t-on ? Est-ce qu'ils touchent aussi bien la vie relationnelle quotidienne des citoyens, que les agissements des acteurs économiques ou bien concernent-ils avant tout les processus décisionnels de la caste des politiques ?

Qu'en est-il de la liberté d'agir, d'entreprendre ? Est-ce que l'insécurité et la peur nous privent de cette liberté ? Sommes-nous libres ou avons-nous peur ?

Peut-on choisir notre manière individuelle d'action ? La liberté du choix, n'est-elle pas l'essence même de l'accès aux chances égales pour tous et à une vie sereine en communauté ?

Dans cet environnement fantasmagique de l'insécurité et de la peur, devons-nous subir une approche politique de la sécurité ou ne devons-nous pas plutôt revendiquer une approche politique du risque solidaire ?

Pouvons-nous concevoir l'idée d'une économie domestique construite sur cette approche politique du risque solidaire, d'une économie solidaire ?